



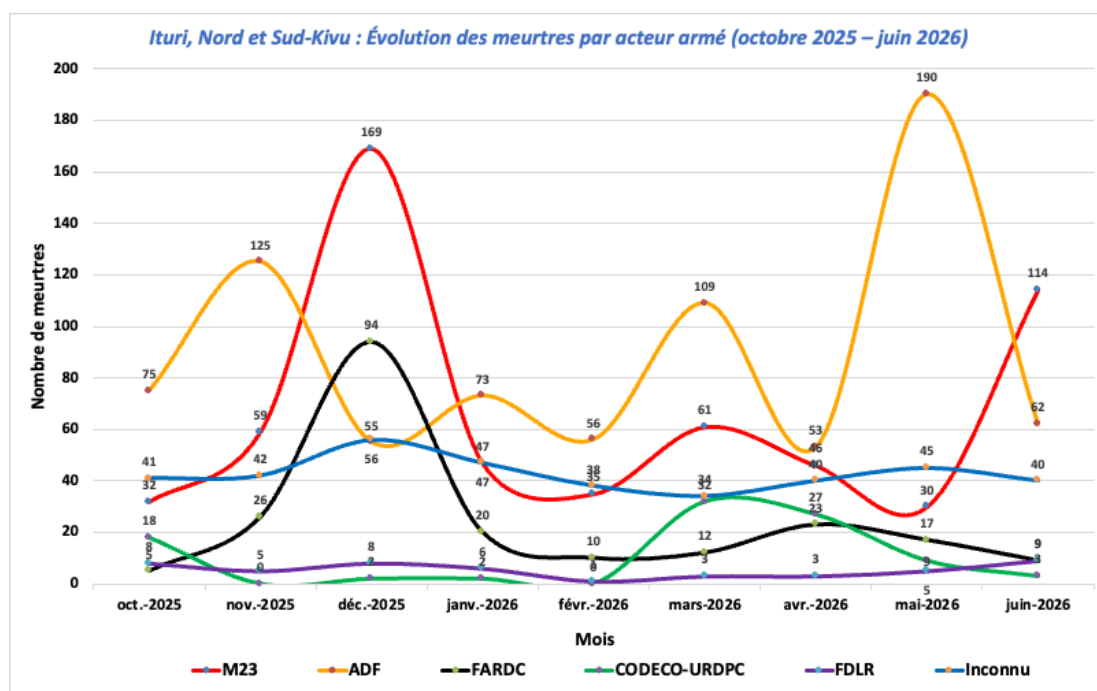
Des combattants du M23 file les à Bosco Ntaganda courent le long de la route en direction de Goma, tandis que les casques bleus observent un rassemblement de personnes armées au nord de la ville, le 1er mars 2013. © MONUSCO/Sylvain Liechti

Le M23 redevient le groupe le plus meurtrier ; en Ituri, la CRP négocie avec le gouvernement

Le M23 redevient le groupe le plus meurtrier ; en Ituri, la CRP négocie avec le gouvernement

Résumé

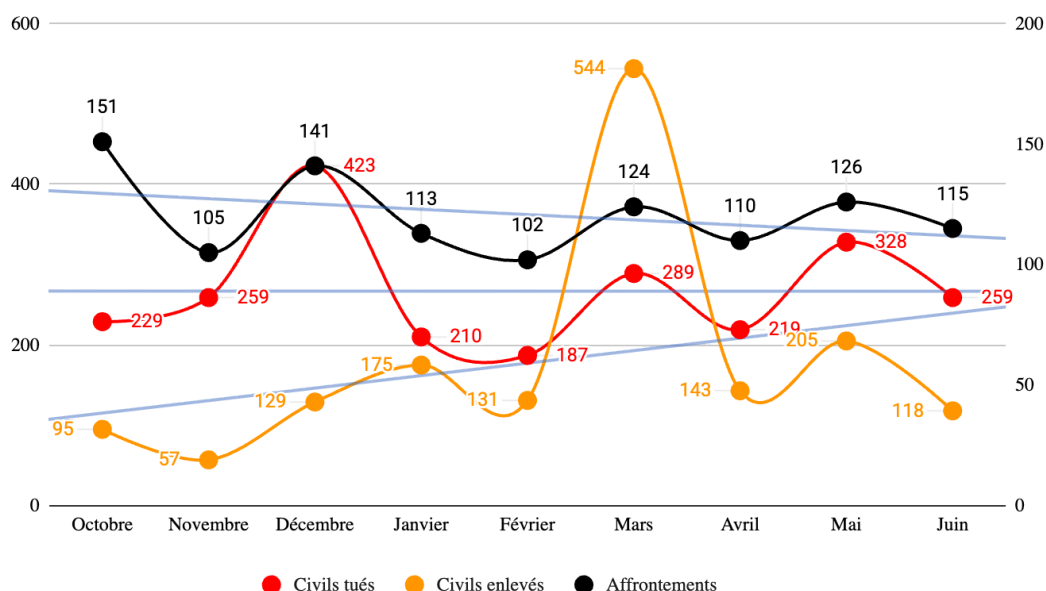
En juin 2026, le Baromètre sécuritaire du Kivu (Kivu Security Tracker - KST) a documenté au moins 247 incidents sécuritaires dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, contre 305 en mai, soit une baisse de 19 %. Ce recul du volume d'incidents masque toutefois une recomposition de la violence : alors que les Forces démocratiques alliées (ADF) continuent d'étendre leur rayon d'action, les attaques contre les civils ont diminué après le pic atteint en mai. Par contre, l'activisme du Mouvement du 23 mars (M23) a connu une remarquable remontée, redevenant le groupe le plus meurtrier du mois avec au moins 114 civils tués et 17 autres enlevés. Cette violence est liée aux nouvelles offensives dans les territoires de Masisi et de Rutshuru, où des représailles ont été signalées à l'encontre des civils accusés de collaborer avec les *Wazalendo* et les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR).



Dans la province de l'Ituri, l'activisme de la Convention pour la révolution populaire (CRP) a sensiblement baissé depuis le cessez-le-feu unilatéral décrété par le groupe le 14 mai ; celui-ci aurait eu des discussions avec le gouvernement congolais sous la facilitation ougandaise. La Coopérative pour le développement du Congo (Codeco), historiquement le groupe le plus actif et le plus meurtrier de la province, a annoncé, à Kpandroma lors de sa réunion du 5 au 7 juin, sa mue en mouvement politico-militaire, dans une quête de reconnaissance politique à l'instar de la CRP et du M23. Cette transformation viserait aussi à limiter ses divisions et rivalités internes. Ce sont les ADF qui ont été responsables du plus grand nombre de meurtres en Ituri ce mois-ci. C'est un signal que leur présence continue à s'étendre au-delà de leurs bastions habituels du Nord-Kivu, et désormais jusqu'à la province du Haut-Uele (territoires de Watsa et de Wamba), une zone que le KST ne couvre pas à ce stade.

Enfin, dans le territoire d'Aru, à la frontière avec le Soudan du Sud, les Forces armées sud-soudanaises (South Sudan People's Defence Forces, SSPDF) continuent de profiter de l'absence de l'État congolais dans cette contrée du pays pour y commettre des exactions contre les civils.

Évolution de la violence dans l'est de la RDC (octobre 2025 – juin 2026)



Le M23, le groupe le plus meurtrier du mois de juin 2026

Au moins 114 civils ont été tués et 17 autres enlevés par le M23 en juin 2026. C'est le bilan le plus meurtrier du mois sous examen, et le plus lourd attribué à la rébellion depuis décembre 2025, lorsqu'elle avait pris le contrôle d'Uvira en tuant plus de 150 civils. Si Minembwe a été l'enjeu du contrôle territorial durant la période, les exactions les plus graves ont, quant à elles, été commises plus loin, dans le territoire de Masisi, au Nord-Kivu, en partie en raison d'une nouvelle offensive militaire et d'une densité de population civile beaucoup plus élevée que sur les Hauts Plateaux.

À l'issue d'une vaste opération de traque contre les FDLR lancée le 9 juin dans plusieurs villages de la localité de Bulende, groupement Bashali-Mokoto, en territoire de Masisi, le M23 a fait usage d'artillerie lourde contre plusieurs agglomérations ciblées de manière indistincte, assimilées à des bastions des FDLR ou à leurs dépendants.

Au village de Bibwe, des sources locales ont rapporté avoir identifié au moins 48 corps sans vie, dont 17 femmes. Le 12 juin, dans les villages de Ronga, Rutangazo et Mutaraki, situés dans la même localité de Bulende, au moins 18 autres corps ont été retrouvés parmi lesquels quatre enfants, quatre femmes et huit hommes. Les témoignages recueillis confirment que les blessures causées par des éclats d'obus constituent la principale cause des décès.

Dans la province du Sud-Kivu, en revanche, la violence est devenue plus diffuse. Contrairement au Nord-Kivu qui vit un conflit dominé par des forces structurées (ADF, M23, UPDF et autres groupes armés) facilement identifiables, le Sud-Kivu subit une mosaïque de milices locales (Mai-Mai, *Wazalendo*, Raia Mutomboki) communément appelé « *Wazalendo* » avec une part importante d'exactions non attribuées. Le M23/Rwanda *Defence Force* (RDF) et les FARDC y sont les deux seuls acteurs nommés auxquels des meurtres de civils sont imputés ce mois-ci (respectivement 11 et 7 victimes), mais 43 % des cas restent sans auteur identifié.

Le 14 juin, aux villages de Madegu Centre, dans la commune rurale de Minembwe, et de Runundu, groupement de Basimunyaka-Sud, secteur de Lulenge, en territoire de Fizi, les FARDC et leurs alliés ont procédé à plusieurs frappes aériennes au moyen de Sukhoï-25 et de drones de combat. Les éclats des bombardements ont causé la mort d'au moins cinq civils, dont trois enfants, dans l'une des maisons touchées à Madegu Centre. À Runundu, un homme du troisième âge et une femme ont été atteints par les éclats des bombardements et sont décédés sur place.

Masisi et les Hauts Plateaux ne sont pas les seuls endroits où la crise M23 fait des morts. En territoire de Mwenga, les combattants du M23 ont tué cinq civils le 22 juin aux villages de Marunde et Kalambagiro, en groupement Ntongo, chefferie de Burhinyi. Ils les auraient accusés d'espionnage pour le compte des *Wazalendo*. Cet incident fait suite à un affrontement avec les Mai-Mai Ruma qui avaient coupé l'accès aux renforts du M23/RDF tentant de rejoindre les Hauts Plateaux de Mwenga et de Fizi en passant par Burhinyi. Au total, au cours du mois de juin 2026, le KST a documenté au moins 115 affrontements, dont 46 initiés par la rébellion du M23 (38 au Nord-Kivu et huit au Sud-Kivu), soit 40 % de tous les affrontements du mois.

En Ituri, la CRP réduit son activisme et la Codeco se restructure en mouvement politico-militaire

Depuis le cessez-le-feu unilatéral déclaré le 14 mai par la CRP, en vue de privilégier une éventuelle négociation avec le gouvernement congolais sous la médiation ougandaise, le KST a documenté une baisse significative des incidents sécuritaires impliquant ce groupe.

Le groupe qui aurait eu des discussions avec le gouvernement congolais à Kampala n'a été impliqué que dans deux incidents sécuritaires durant le mois de juin. Le 2 juin, au village Bule, groupement Ng'le, secteur de Bahema-Badjere, territoire de Djugu, les combattants CRP ont attaqué une position des FARDC, sans faire de dégâts. Le 6 juin, au village Iga-Barrière, ces mêmes combattants ont de nouveau attaqué les FARDC. Le bilan fait état de deux blessés.

La Codeco, responsable jusqu'à ces derniers mois de graves violations des droits humains, n'a été impliquée que dans un seul incident documenté : trois civils ont été tués et quatre autres grièvement blessés lors d'une dispute opposant des membres d'une famille à un élément de la Codeco-URDPC pendant une cérémonie funèbre. L'incident est survenu au village de Tselo, groupement Dz'na, secteur de Walendu-Djatsi, territoire de Djugu, à 12 km à l'est de Pimbo, l'un des principaux bastions du groupe.

Par ailleurs, le groupe semble s'abstenir de toute confrontation depuis la réunion de restructuration tenue à Kpandroma du 5 au 7 juin.

À l'issue de ces assises, il a annoncé sa mue en mouvement politico-militaire : sa branche politique sera dirigée par Bassa Zukpa Guershom, jusque-là porte-parole du mouvement, tandis que le général autoproclamé Désiré Londroma Ndjukpa prendra le commandement des troupes. Cette démarche semble s'inscrire dans une quête de reconnaissance politique, à l'instar de la CRP ou du M23, mais viserait aussi à limiter les scissions et rivalités internes multiples qui ont jusqu'ici caractérisé ce groupe.

Dans le territoire d'Aru, plus au nord, à la frontière avec le Soudan du Sud, les *South Sudan People's Defence Forces* (SSPDF) continuent de profiter de l'absence de l'autorité de l'État congolais pour commettre des exactions contre les civils.

Le 1er juin, des éléments des SSPDF ont fait une incursion au village de Nyangbara, groupement Rumu, chefferie de Kakwa. Ils ont pillé plusieurs biens et du bétail appartenant aux populations civiles et enlevé trois hommes. Le 30 juin, au village de Liga, dans le même groupement, ces mêmes forces ont de nouveau fait une incursion et enlevé sept habitants, dont deux femmes, qu'elles ont également conduits vers le Soudan du Sud. À l'heure de la rédaction de ce rapport, le sort de ces otages reste inconnu.

Les ADF poursuivent leurs exactions contre les civils

Contrairement au mois de mai, les ADF ont commis moins d'exactions contre les populations civiles, une tendance qui semble coïncider avec la réduction des opérations *Shujaa* sur le terrain. Alors que le KST avait documenté plus de 190 civils tués au cours de 36 attaques des ADF en mai 2026, il n'a recensé, durant la période sous examen, qu'au moins 62 civils tués dans au moins 18 incidents. Les ADF ont également enlevé au moins 57 civils durant le mois de juin.

Dans la nuit du 2 au 3 juin 2026, les ADF ont mené une incursion à Mbau, chef-lieu du secteur Beni-Mbau, dans le territoire de Beni. À la suite de cette incursion, 17 corps sans vie ont été retrouvés dans trois quartiers de Mbau (Kitoho, Matete et King). Parmi les victimes identifiées figuraient six femmes de policiers, dont une enceinte, deux enfants, dont une fillette, ainsi que neuf hommes.

Dans la nuit du 5 au 6 juin 2026, les ADF ont mené une autre incursion à Matiba (5 km à l'est de Mbau), où ils ont tué 11 civils, dont six femmes, à l'arme blanche avant de se retirer. Durant la journée, les FARDC lancées à leur poursuite ont découvert cinq autres corps de cultivateurs enlevés par les ADF à Wikemo dans la matinée.

Dans la matinée du 12 juin, les combattants ADF ont fait une incursion au village de Mayangose/Kididiwe, groupement Batangi-Mbau, secteur Beni-Mbau, à 13 kilomètres du centre-ville de Beni. Les assaillants ont opéré pendant près de 30 minutes. Le bilan est de cinq civils tués et de plusieurs cases brûlées.

Le 21 juin 2026, au village de Vemba, dans la zone de Mayangose, groupement Batangi-Mbau, secteur Beni-Mbau, territoire de Beni, des agriculteurs ont découvert sept corps en état de putréfaction avancée. Les victimes, toutes identifiées comme des hommes tués par les combattants ADF, ont été enterrées sur place.

Durant la période sous examen, quatre affrontements ont opposé les ADF aux FARDC aux villages de Tenambo, Bahaha et Makwangi ainsi qu'au site minier de Tepe, dans le secteur Babila-Bakwanza du territoire de Mambasa, sans qu'un bilan consolidé n'ait pu être triangulé au niveau du KST.

Alors que le commandement des opérations militaires dans la province du Nord-Kivu, y compris celles de *Shujaa*, est revenu sous la responsabilité du gouverneur militaire à la demande de la population, très peu d'opérations visant les ADF ont été documentées durant le mois de juin 2026.

Les ADF continuent par ailleurs de commettre des exactions dans la province du Haut-Uele, que le projet KST ne monitorise pas encore : outre le territoire de Watsa, celui de Wamba a aussi été touché durant le mois de juin.

Note méthodologique

Le Baromètre sécuritaire du Kivu (Kivu Security Tracker – KST), un projet opéré par Ebuteli, documente et cartographie de la violence armée dans les provinces de l'est de la RDC (Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu). Il se donne pour objectif de répertorier et trianguler tous les incidents de morts violentes de civils, d'affrontements, d'enlèvements et de kidnappings contre rançons perpétrés par les acteurs armés. Les données sont collectées et triangulées par un réseau de points focaux basés à travers l'est de la RDC et vérifiées avec d'autres sources.

Ebuteli est un institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa.

À propos

Site web : <https://ebuteli.org>

X (ex-Twitter) : [@ebuteli](#) | [@BarometreKST](#)

Ce rapport a été réalisé grâce au financement du Département fédéral Suisse des affaires étrangères (DFAE) et de la Bridgeway Foundation. Son contenu relève de la seule responsabilité d'Ebuteli. Il ne reflète pas nécessairement les opinions de la Suisse et de la Bridgeway Foundation.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Secrétariat d'Etat SEE-DFAE
Paix et droits de l'homme

